

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - CD

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE imposant à la société
VALNOR des prescriptions pour la remise en état du site de son ancienne usine
d'incinération d'ordures ménagères de WASQUEHAL.**

LE PREFET DE LA REGION NORD-PAS-DE-CALAIS,
PREFET DU NORD,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR,
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié et notamment son article 18 ;

VU les décrets n°s 93.742 et 93.743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU les décisions préfectorales relatives à l'Usine d'Incinération d'Ordures Ménagères de WASQUEHAL ;

VU la déclaration de cessation d'activité de l'Usine d'Incinération d'Ordures Ménagères de WASQUEHAL adressée par la société VALNOR le 18 décembre 2001 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 avril 2002 imposant à la société VALNOR une étude des sols – phase A documentaire – dans le cadre de la remise en état de son site de Wasquehal ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 avril 2002 imposant à la société VALNOR une étude des sols – phase B investigations sur le terrain – et une Evaluation Simplifiée des Risques dans le cadre de la remise en état de son site de WASQUEHAL ;

VU les études des sols – phases A et B – et l'Evaluation Simplifiée des Risques, desquelles il ressort que les activités exercées par l'ancienne Usine d'Incinération d'Ordures Ménagères de WASQUEHAL ont généré une pollution significative des sols et un impact sur les eaux souterraines ;

VU le mémoire de cessation d'activité transmis le 11 août 2005 par la société VALNOR ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 octobre 2005 imposant à la société VALNOR la clôture du site de l'ancienne Usine d'Incinération d'Ordures Ménagères de WASQUEHAL sur toute sa périphérie et la surveillance des eaux souterraines ;

VU le rapport du 22 août 2006 de Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il ressort que l'exploitant doit :

- poursuivre les investigations de terrain afin de compléter la connaissance de l'état des sols et des eaux souterraines ;
- proposer, sur la base des diagnostics réalisés, des mesures de gestion de nature à remettre le site dans un état compatible avec son usage futur ;

VU les observations écrites de la société VALNOR en date du 20 novembre 2006 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du 21 novembre 2006 ;

VU le courriel du 12 décembre 2006 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE :

Article 1 – Objet

La Société **VALNOR**, ci-après dénommée l'Exploitant, dont le siège social est situé au Val d'Europe, 5 rue de Courtelin 77450 MAGNY LE HONGRE est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la remise en état du site de son ancienne usine d'incinération d'ordures ménagères de la rue Jean-Paul Sartre à **WASQUEHAL** (59290).

Article 2 – Diagnostics et investigations de terrain

Des investigations seront réalisées sur le site pour établir un diagnostic approfondi. Elles seront menées en fonction des résultats des études historiques et documentaires déjà réalisées, ainsi que des diagnostics déjà réalisés.

Ces investigations porteront sur les sols et les eaux souterraines.

Article 3 – Propositions de mesure de gestion

Les éléments de diagnostic du site et des milieux (au travers de l'étude historique et documentaire, des données sur la vulnérabilité des milieux et des prélèvements sur le terrain) doivent permettre d'identifier, de localiser et de caractériser les sources à l'origine des pollutions et, les voies de transfert possibles puis de caractériser les impacts de la source sur l'environnement.

Sur cette base, l'exploitant est tenu de construire **un schéma conceptuel** dont le but est de représenter de façon synthétique tous les scénarios d'exposition, directe ou indirecte, susceptibles d'intervenir, et qui vont permettre d'amener une cible potentielle au contact d'une substance dangereuse pour la santé contenue dans une source de pollution.

A partir de ce schéma conceptuel, l'exploitant doit proposer les **mesures de gestion** qu'il mettra en œuvre pour :

- Assurer la **mise en sécurité** du site ;
- **En premier lieu, supprimer les sources qui (au vu des résultats des diagnostics) présenteraient une éventuelle pollution significative** (la non-suppression de sources de pollution devra être justifiée sur la base d'une démarche «coût / avantage» prenant en compte les enjeux économiques, environnementaux et sanitaires) ;
- **En second lieu, maîtriser les voies de transfert** (toujours à l'appui d'une démarche «coût / avantage») ;
- Au-delà de ces premières mesures, gérer le site dans l'objectif de le rendre compatible avec son «usage futur».

Un **second schéma conceptuel**, tenant compte de ces mesures de gestion, devra être établi par l'exploitant.

Article 4 – Itérativité de la démarche

La réalisation de ces études repose sur un processus nécessairement itératif. L'exploitant est tenu, aux différents stades des études réalisées en application du présent arrêté, de compléter les études et investigations précédemment réalisées à partir du moment où ces compléments permettent d'améliorer la connaissance des phénomènes en jeu et/ou de l'état des milieux.

Article 5 – Dépollution des installations

La société Valnor est tenue de dépolluer ou d'évacuer si nécessaire vers des filières reconnues l'ensemble des équipements et des matériels susceptibles d'être souillés par des substances ou produits dangereux.

Les documents relatifs à la bonne exécution des opérations précitées doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6 – Délais

L'exploitant adressera, sous 9 mois, les études requises en application de cet arrêté.

Article 7 – Frais

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent Arrêté Préfectoral complémentaire sont à la charge de l'Exploitant.

Article 8 - Sanctions

Faute par l'Exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1^{er}.

Article 9 – Délai et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Lille. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 10. – Exécution de l'arrêté

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société VALNOR et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire de WASQUEHAL ;
- Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de WASQUEHAL et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Fait à LILLE, le 10 JAN. 2007

LE PREFET,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général Adjoint


François-Claude PLAISANT

